

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°912 du 31 Mars 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

AUJOURD'HUI NOS EXIGENCES, DEMAIN NOTRE VERDICT

Plus ou moins sincères, certains candidats affirment leur désir d'être à l'écoute du pays.

La France d'en bas pourrait-elle guider celle d'en haut ? Ce serait une saine évolution de notre démocratie, préférable à la liste des promesses démagogiques et au combat des chefs.

Je m'adresse donc aux candidats, et aux électeurs. Aux candidats je dis : écoutez les exigences des libéraux si vous voulez les avoir à vos côtés le moment venu. Aux électeurs je dis : jugez des candidats en fonction des réponses qu'ils vont nous faire.

Certains ont déjà fait leurs choix, mais la moitié des Français hésitent encore. J'en fais partie, pour une raison bien formulée par un article publié sur le site des jeunes de « Liberté Chérie » :

« Les candidats ont tous des propositions libérales isolées au sein de programmes plus ou moins étatistes. De fait, il n'y a aucun candidat qui exprime de vision libérale de la vie en société. Nicolas Sarkozy est plus libéral que François Bayrou sur le thème de l'Education Nationale. François Bayrou est plus libéral que Nicolas Sarkozy sur le thème des institutions. Philippe de Villiers est plus libéral que Nicolas Sarkozy sur le thème du droit opposable au logement. Nicolas Sarkozy est plus libéral que François Bayrou sur le thème du syndicalisme. Et pour le clin d'oeil, Olivier Besancenot est plus libéral que Nicolas Sarkozy, François Bayrou ou Philippe de Villiers lorsqu'il dénonce les subventions que touchent les grandes entreprises ! Notre rôle, en tant qu'association libérale, n'est pas de donner notre aval à un programme qui, par l'essence même du jeu politique, cherche à "ratisser large". Notre rôle est de soutenir les propositions libérales des uns et des autres et de critiquer leurs propositions liberticides afin qu'ils assument les conséquences de leur positionnement ». J'ajouterai, pour être complet, qu'il y a du poujadisme sympathique chez Jean Marie Le Pen, et que Ségolène Royal a prôné (l'espace d'un instant) la suppression de la carte scolaire...

En décembre dernier, je présentais le « Guide du Candidat », conçu avec une quinzaine d'associations décidées à s'attacher aux vrais problèmes et à parler des vraies solutions. Le Guide parle d'autre chose que de La Marseillaise ou des violences de la gare du Nord, parce qu'il s'agit d'épiphénomènes et que le mal français est plus profond. Après cinquante ans de statu quo, de terrorisme intellectuel, de pensée unique, d'anarcho-syndicalisme, d'écartermonialisme et de non-droit ce ne sont pas des ajustements mineurs qui remettront la France sur le chemin de la prospérité économique et de l'harmonie sociale. Nous estimons indispensable une véritable révolution fiscale, scolaire, sociale, institutionnelle, dans le cadre d'un Etat réduit et d'une Europe ouverte.

Serons-nous taxés « d'ultra-libéralisme » ? Sans doute les professionnels de la désinformation et les ignorants s'y emploieront-ils. Mais peu importe. C'est nous qui avons nos bulletins de vote en mains, et le mépris affiché en 2005 pour l'électorat libéral a valu une cuisante défaite à la coalition du oui. Au reste, nos propositions sont tout à fait banales et classiques dans des pays voisins ou lointains, aujourd'hui en pleine santé économique et en paix sociale.

L'exception française devient l'aveuglement français, et empêche les Français d'accepter les évidences. Voilà pourquoi nous nous proposons de les guider.

Le guidage sera simple : nous allons soumettre nos propositions, extraites du Guide, à tous les candidats – même la gauche extrême pourra en faire son profit ! Puis, au cours de l'Assemblée Générale de l'ALEPS et dans les médias qui nous seront ouverts, nous donnerons la cote de l'argus libéral. Pas de voiture neuve sur le marché, seulement quelques occasions plus ou moins fiables. Nos exigences étant connues, le verdict tombera en fonction des réponses qu'on leur apportera.

Jacques Garello

REVOLUTION COPERNICIENNE

Elle ne pratique pas la langue de bois : une nouvelle fois, Laurence PARISOT met les pieds dans le plat et dans le cadre de la campagne d'information du MEDEF, elle a déclaré : « Il faut changer de point de vue en passant d'une politique qui fait de la demande le seul levier de l'action économique à une approche qui met la priorité sur l'offre. Si la France faisait le choix d'une véritable politique de l'offre, ce serait une révolution copernicienne et pour l'instant aucun candidat n'est dans cette démarche ».

KEYNES : vive la dépense !

La politique de la demande, dont se réclament en effet, à des degrés divers, tous les candidats, a une longue généalogie, qui remonte à Robert MALTHUS au début du XIX^e siècle : l'économie est menacée sans cesse d'une crise de surproduction, d'un excès d'offre, en raison de la faiblesse de la demande ou, comme on disait à l'époque, des débouchés. Les salariés sont trop peu payés pour absorber l'offre et les capitalistes préfèrent épargner. L'épargne est donc l'ennemie de la croissance. L'insuffisance de la demande conduit à la chute de la production et au chômage. La thèse sera adaptée par MARX : c'est la sous-consommation ouvrière, due à l'exploitation des travailleurs par les entreprises avides de profits, qui conduit inéluctablement le capitalisme à sa perte.

Mais c'est surtout l'économiste anglais John Maynard KEYNES qui assurera le triomphe politique de la vieille analyse malthusienne en commentant la crise de 1929. Elle aurait été causée par la faiblesse de la demande globale : faiblesse de la consommation, ou des investissements ou des dépenses publiques. On ne dépense pas assez d'argent pour maintenir le plein emploi. La conclusion s'impose : il faut -et il suffit- d'augmenter la demande globale pour faire redémarrer l'économie et résorber le chômage. On imagine le succès de ces idées sur la classe politique, puisque les dépenses publiques deviennent vertueuses économiquement. Les gouvernements sauvent l'économie en donnant de l'argent !

Echec du keynésianisme

Le succès politique a engendré l'échec économique. Après trente ans de keynésianisme échevelé dans tous les pays occidentaux, la crise pétrolière des années 1970 a dévoilé les limites et l'incongruité de la politique de la demande. Les dépenses publiques ont gonflé, elles ont été financées par l'inflation, mais le résultat a été la stagnation et le chômage massif.

L'issue était fatale : comment relancer l'économie avec des dépenses publiques et des déficits budgétaires, sinon avec de l'inflation ? Le pouvoir d'achat artificiel, « les faux droits » (Jacques RUEFF) créent-ils des emplois ? Le contemporain de MALTHUS, Jean Baptiste SAY expliquait que le vrai pouvoir d'achat, les vrais droits, ne peuvent provenir que d'une production vendue, ayant rencontré l'accord du marché, c'est-à-dire des clients. Mais alors pourquoi pas davantage de production, pourquoi pas de vente ? Si les entreprises n'ont pu s'adapter aux exigences du marché, c'est du côté de l'offre qu'il faut regarder.

Enfin, KEYNES raisonnait en économie fermée. Or nous sommes en pleine mondialisation. La relance ne conduira qu'à consommer plus, comme c'est le cas en France actuellement, et on consommera les produits disponibles et les moins chers : les produits étrangers importés.

Politique de l'offre : défiscaliser et déréguler

Tout autre serait une politique de l'offre. Les entreprises aimeraient produire davantage mais elles en sont empêchées par les impôts et la réglementation. Les impôts agissent sur les comportements microéconomiques, c'est-à-dire sur les incitations à produire, à entreprendre, à investir, à travailler, à épargner, etc. Qui va se mettre à produire si, comme c'était parfois le cas, l'impôt vient prendre plus de 100% du revenu supplémentaire ? Et même s'il en prend plus de 50% ? Baisser les impôts, c'est une priorité absolue d'une politique de l'offre, et cela va stimuler, non pas artificiellement, mais en profondeur, les incitations à produire : on créera ainsi plus de richesses, et même l'Etat finira par s'y retrouver, la matière imposable ayant augmenté (effet LAFFER).

L'autre frein à l'activité, ce sont toutes les réglementations administratives et sociales créées par l'Etat ; les entreprises ne peuvent produire plus, car elles ne sont pas libres de leurs prix (prix administrés), de l'embauche des salariés (règles strictes sur les licenciements), de la durée du travail (les 35 heures), de leur production (services publics interdits au secteur privé), de leur installation (professions fermées), etc. Le recul de ces réglementations (la dérégulation) libérera l'offre qui pourra ainsi s'accroître : le MEDEF pense que l'on pourrait, comme dans les autres pays, passer de 2 à 4% de croissance avec une telle politique de l'offre. Les problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat seraient ainsi résolus.

Voici les points, extraits du « guide », qui permettront de juger de la qualité des candidats et de leurs programmes. Ils leur seront soumis dans les jours qui suivent.

CHOMAGE

Comme le prouvent l'analyse économique et les succès obtenus dans ce domaine par tous les pays, le chômage disparaît à trois conditions : donner aux entrepreneurs l'envie et les moyens de développer leurs affaires, accepter la flexibilité des conditions de travail, inciter les personnes à acquérir une meilleure qualification, source de sécurité de l'emploi et de pouvoir d'achat accru. La qualification permet la flexibilité et la compétitivité avec les étrangers.

- 1. Mettre fin à la progressivité de l'impôt sur le revenu en réduisant le taux marginal d'imposition. Aujourd'hui la réussite économique est pénalisée : malheur à ceux qui essaient de gagner plus d'argent.*
- 2. Supprimer l'impôt sur les sociétés. Impôt supprimé dans de nombreux pays concurrents, car il diminue l'autonomie financière des entreprises. L'impôt est payé par des personnes, pas par des entités.*
- 3. Exonération fiscale pour l'épargne investie dans la création d'entreprises, et déduction fiscale des pertes éventuelles pour les épargnants. C'est le principe des « gazelles » : permettre à une épargne « de voisinage » de s'investir sans risque dans une entreprise à croissance rapide.*
- 4. Alléger, avant de la supprimer, la fiscalité sur l'épargne (impôt sur la dépense). Aujourd'hui l'épargne est déjà taxée sur le revenu qui l'a constituée, puis sur le revenu de son placement, puis sur les plus-values des placements, puis sur sa transmission.*
- 5. Bloquer toute augmentation du SMIC, creuser rapidement un écart entre SMIC et salaire moyen. Le SMIC dissuade les travailleurs d'acquérir une qualification plus élevée (la différence de salaire ne justifie pas des efforts ni des responsabilités supplémentaires), il rend le travail qualifié comparativement moins coûteux et pénalise donc les Smicards !*
- 6. Créer le Contrat Libre Embauche : salaires, durée du contrat et conditions de travail librement convenus entre employeur et salarié. Les effets du Contrat Nouvelle Embauche ont été tels que la formule doit être généralisée. L'entrepreneur embauche plus quand il peut voir le salarié à l'œuvre et ne craint pas d'avoir à le licencier en cas de difficulté.*
- 7. Mettre fin à la durée légale du travail, supprimer les 35 heures. Laissons les gens travailler en paix, ceux qui désirent gagner plus doivent pouvoir travailler plus.*
- 8. Permettre à des jeunes d'entrer en apprentissage ou en formation alternée au lieu de leur imposer une scolarité obligatoire dans le cadre du collège unique. Des milliers de jeunes perdent leur temps dans des études qui ne les intéressent pas. Il serait meilleur pour eux de pouvoir mettre le pied à l'étrier pour acquérir une qualification plus poussée.*

FISCALITE

La fiscalité pénalise la croissance, crée du chômage et diminue le pouvoir d'achat des Français. Elle est une atteinte à la propriété et à la créativité. Mais diminuer les impôts, c'est réduire les dépenses publiques dont le poids est la rançon d'un secteur public pléthorique et incontrôlé. La dette publique pénalise les générations futures. Seul un redémarrage puissant de la croissance peut l'alléger, et la réduction des impôts est un stimulateur de croissance.

- 1. Mettre fin à la progressivité de l'impôt sur le revenu, diminuer le nombre des tranches et abaisser les taux, jusqu'à parvenir à un « impôt plat » (flat tax). La flat tax donne au prélèvement transparence et simplicité. Elle est parfaitement neutre entre toutes les activités et tous les contribuables. Elle met fin aux exemptions et aux pénalités actuelles.*

2. Supprimer l'Impôt Sur la Fortune et les droits de succession. *Atteintes au droit de propriété au nom d'un égalitarisme jaloux, ce sont des impôts surannés et idéologiques. Ils font fuir les hommes et les capitaux, ou les dissuadent de capitaliser.*
3. Réduire les dépenses publiques en diminuant le nombre des fonctionnaires. *Le nombre des fonctionnaires peut diminuer pour des raisons démographiques (ne pas remplacer ceux qui partent à la retraite, et ils sont nombreux), ou institutionnelles (privatiser).*
4. Mettre fin aux gaspillages des entreprises publiques. *Elles coûtent en subventions, elles coûtent surtout en privilèges au détriment du reste de la population. La privatisation permet d'améliorer la qualité des services « publics ».*
5. Donner aux finances locales une véritable autonomie, et mettre communes et régions en situation de concurrence fiscale. *L'Etat est le premier contribuable des communes et impose ses choix. Les dépenses locales sont à la fois incontrôlées et inadaptées. Quand un conseil local a une politique déraisonnable, les contribuables devraient pouvoir « voter avec leurs pieds ».*
6. Renforcer le contrôle parlementaire sur les dépenses, créer des commissions d'enquête dotées de véritables pouvoirs. *Aujourd'hui le budget n'est pas sérieusement étudié par les parlementaires, qui n'ont pas le droit de se saisir des dossiers qui irritent les citoyens. La responsabilité des ministres devant les parlementaires doit être mise en jeu.*
7. Pour ne pas alourdir encore la dette publique, interdire constitutionnellement la présentation et l'exécution d'un budget de l'Etat en déficit. *La démagogie et les mesures de circonstance trouveront vite leurs limites financières.*
8. Pour alléger la dette, diminuer les impôts et les dépenses publiques simultanément. *Il ne s'agit pas d'équilibrer le budget en augmentant des impôts, mais en diminuant les dépenses. La baisse des impôts ne met pas le budget en péril parce qu'elle génère de la croissance, donc des recettes fiscales nouvelles susceptibles d'alléger la dette.*

PROTECTION SOCIALE

La Sécurité Sociale est sur le point d'exploser. Les efforts faits pour la « sauver » ont toujours consisté à augmenter les cotisations et à diminuer les prestations. C'est inquiétant pour la santé, mais plus encore pour les retraites, à cause du déséquilibre entre population active et population retraitée. D'autre part le poids croissant des charges sociales ruine la compétitivité de notre économie et crée du chômage. La vraie réforme consiste à passer de la répartition à la capitalisation. Seule l'idéologie bloque ce passage.

1. Instauration du salaire complet. *Les salariés doivent prendre conscience de ce que leur coûte leur système de protection sociale et percevoir la totalité de la valeur de leur travail, au lieu de ne toucher qu'un « net » qui lui est très inférieur. Ils souscrivent ensuite une assurance-maladie, chômage, retraite.*
2. Fin du monopole de la Sécurité Sociale pour l'assurance maladie et les retraites. *Libres de choisir, les assujettis deviennent des consommateurs, et peuvent s'adresser à des mutuelles, associations ou entreprises privées. Le transfert des « droits acquis » auprès de la Sécurité Sociale se fait sur une longue période.*
3. Restaurer une véritable médecine libérale, et rendre équitable la concurrence entre hospitalisations publique et privée. *Le contrat entre praticien et patient repose sur la confiance mutuelle, la liberté des honoraires est possible pour tous les médecins, libre au patient de choisir la couverture de l'assurance qu'il choisit.*
4. Assortir la liberté d'assurance-maladie de systèmes de franchises et de chèques-santés. *Les assurés peuvent prendre à leur charge des accidents de santé mineurs. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de se couvrir suffisamment, la solidarité nationale ou locale y pourvoit en remettant des chèques-santé : nul n'est exclu du système.*

5. Passage de la répartition à la capitalisation. *La répartition fait de la Sécurité Sociale un simple tiroir caisse : l'argent des cotisations ressort immédiatement pour payer les prestations et les retraites. Ce système est condamné par le déséquilibre démographique. La répartition permet de capitaliser les primes d'assurance versées, de les faire fructifier et de verser les indemnités et pensions grâce aux fruits de la capitalisation. Mais il faut environ quinze ans pour éponger le reliquat de la répartition et se trouver en pleine capitalisation ; raison de plus pour commencer tout de suite.*

6. Liberté du choix de l'âge de sa retraite : *elle a un effet financier en permettant d'accroître la population active et d'élargir la base des primes, elle a un effet psychologique en permettant à ceux qui le désirent de poursuivre une activité plus longtemps et de constituer une épargne de précaution (capitalisée).*

ENSEIGNEMENT

Le Mammouth bureaucratique, centralisé, syndicalisé, débouche sur la violence et l'ignorance. Ce ne sont pas les budgets qui manquent, c'est l'émulation et la responsabilité. Concurrence et privatisation, à l'initiative des familles, améliorent la qualité de l'instruction et de l'éducation. La concurrence s'impose inéluctablement entre universités autonomes dans leurs diplômes, leur recherche et leur pédagogie.

1. Libre choix par les familles de l'établissement auquel elles confient leurs enfants, suppression totale de la carte scolaire. *Mise en responsabilité des familles, qui s'intéresseront de plus près au contenu et à la tenue des enseignements. Mise en concurrence des établissements entre eux.*

2. Liberté d'extension ou de création des établissements privés et publics. *Les établissements capables de mieux répondre aux exigences des familles doivent pouvoir se développer sans contrainte autre que les conditions d'hygiène et de sécurité. Les établissements publics qui le souhaitent obtiennent davantage d'autonomie.*

3. Répartition des fonds publics en fonction des effectifs, ou système de chèques-éducation. *Les établissements les plus fréquentés, publics ou privés, sans discrimination, doivent recevoir une plus grande part des fonds publics alimentés par l'impôt. Un autre système consiste à rompre avec la gratuité de l'enseignement, à supprimer le budget de l'Education Nationale et à distribuer aux familles nécessiteuses des chèques-éducation.*

4. Variété des formations et des pédagogies proposées aux élèves : fin du collège unique. *Le monolithisme des programmes (dans le secondaire en particulier) contraste avec la diversité des talents, des vocations et des emplois.*

5. Fin des diplômes d'Etat (monopole de la collation des grades), libre sélection des étudiants et libre montant des inscriptions (assortis de bourses et crédits d'études). *Il suffit ici de s'aligner sur les autres pays développés. Bourses et crédits (bancaires, caritatifs, universitaires) stimulent des études de qualité.*

REFORME DE L'ETAT

Réformer l'Etat ce n'est pas réorganiser son pouvoir, ou modifier la constitution, c'est diminuer l'Etat, et limiter l'emprise de ceux qui se sont appropriés le pouvoir et en tirent avantages et privilèges. Le principe de subsidiarité commande que la société politique n'intervienne qu'en cas de défaillance de la société civile, et qu'au sein de la société politique, l'Etat ne soit que l'ultime recours quand les pouvoirs locaux n'ont pu régler les problèmes.

1. Interdiction pour les fonctionnaires de postuler à un mandat électoral. *Il faut démissionner de la fonction publique pour se présenter à des élections.*

2. Suppression de l'Ecole Nationale d'Administration, de l'Ecole Nationale de la Magistrature, du Conseil Supérieur de la Magistrature. *L'énarchie règne en maîtresse, le pouvoir judiciaire n'est pas en mesure de faire respecter l'état de droit.*
3. Suppression des statuts de la fonction publique, embauche des nouveaux fonctionnaires par contrat de droit privé. *Fonction publique d'Etat, des collectivités locales, du personnel hospitalier : réseaux de privilèges, d'impunités, d'absentéisme, paralysant les administrés et les entreprises.*
4. Redéfinition des services publics, continuité des services publics. *Les services publics ont pour mission de produire des biens publics. Ne sont biens publics ni l'enseignement, ni l'énergie, ni les transports. Certains biens publics comme la police ou la justice peuvent être assurés sans recourir exclusivement à l'Etat. Quand les services demeurent « publics », leur continuité doit être garantie, la grève est interdite à leur personnel.*
5. Redéfinir les domaines respectifs de la loi et du règlement, mettre fin au « déclin du droit » pour restaurer l'état de droit. *Les textes mal rédigés, contradictoires, éphémères, arbitraires s'accumulent. Ils sont plus souvent posés par l'administration que par le Parlement. Ils détruisent l'égalité des citoyens devant la loi, et ignorent les droits individuels.*
6. Consécration et respect des droits individuels. *La Constitution française est muette sur le sujet des droits individuels : droit à la vie, à la liberté, à la propriété. Beaucoup de lois et règlements leur sont contraires. A l'inverse les « droits sociaux » se multiplient, alors même qu'ils détruisent les droits individuels : droit à l'emploi, droit à la connaissance, droit à l'environnement, etc., et plus récemment droit au logement.*

EUROPE

Dans les mois prochains il faut s'attendre à une volonté de relance de la « construction européenne », Français et Allemands s'y emploieront par priorité. Les illusions d'une Europe politique ne résisteront pas longtemps aux réalités de la mondialisation ni aux diversités culturelles d'une Europe élargie. L'harmonisation planifiée est une vaine entreprise, c'est la concurrence entre Etats qui libèrera les Européens de l'étouffement de leurs Etats nationaux.

C'est en étant, comme depuis cinquante ans, un espace de libre échange marchand, que l'Europe sera la plus utile à ses peuples et leur permettra de vivre en harmonie.

1. Rejet d'une constitution européenne, limitation des pouvoirs du parlement et de la commission. *L'organisation d'une Union Politique à 27 n'est ni possible ni souhaitable. Le Parlement européen est déjà incontrôlé et incontrôlable, il ne faut pas accroître ses pouvoirs. Cela vaudrait aux Européens un supplément de réglementation et de fiscalité.*
2. Ouverture complète à la concurrence pour toutes les activités économiques. *Reprendre la circulaire Bolkestein est indispensable, car seule la concurrence permet le meilleur service du consommateur européen et la fin des bureaucraties nationales qui masquent un protectionnisme délétère.*
3. Principe de la concurrence fiscale et de la liberté du travail. *Le danger de « dumping fiscal » ou de « dumping social » n'existe que pour ceux qui refusent la concurrence et veulent mettre l'Europe à l'heure de la France. Ah, si tous les pays d'Europe avaient leur CGT, leur ISF et leur Sécu, combien la France serait-elle plus tranquille !*
4. Une culture européenne fondée sur les valeurs de civilisation. *L'Europe de l'esprit et du cœur est bien préférable à celle des politiciens et des eurocrates. Elle puise dans ses racines chrétiennes son respect de la dignité des personnes et de la liberté des actes. Depuis la chute du mur, l'Europe « respire avec ses deux poumons » et les Européens peuvent se retrouver autour de leurs valeurs de civilisation.*
5. Communauté diplomatique inspirée par le respect universel des droits individuels. *Si l'Europe a un témoignage à donner et un rôle à jouer sur la scène diplomatique ce n'est pas pour entrer dans le jeu de la géopolitique mais pour affirmer en commun sa volonté de défendre les droits individuels contre les régimes dictatoriaux du monde entier, et de pratiquer « l'ingérence humanitaire ».*

LES REFORMES QUE LA FRANCE ATTEND

Le texte des propositions du « guide » a pris une telle place que la chronique d'actualité est réduite à sa plus simple expression. Mais nous vous en donnons un aperçu, et ceux qui voudraient lire les articles au complet les trouveront sur le site www.libres.org.

Les Suédois suppriment l'impôt sur les grandes fortunes. Ils ne sont pas ultra-libéraux, mais sociaux démocrates. Cependant ils savent faire leur calcul : les investissements étrangers ne sont pas attirés vers la Suède tandis que les Suédois ayant des capitaux vont les placer ailleurs...

Les Suisses rejettent le monopole de la Sécu. La gauche helvétique voulait créer une « caisse maladie unique et sociale » calquée sur la Secu française. Elle en a été pour ses frais. Le référendum proposant cette solution a été rejeté par 72,2 % des électeurs. Il est vrai, dit Le Monde, que 82 députés sur 246 sont sous l'influence du lobby de l'industrie pharmaceutique. En France aucun homme politique n'est influencé par le lobby de la Sécu, c'est bien connu.

Ségolène Royal regrette le SPULEN. Le Service Public Unifié et Laïque de l'Education Nationale (SPULEN) était l'un des fleurons du Programme Commun de la gauche en 1981. Les socialistes et communistes ont dû y renoncer après la manifestation du 24 juin 1984 qui a mis plus de deux millions de personnes dans la rue. On ne manquer pas de citer Montalembert :

« Vous avez tous une sainte et légitime peur du communisme. Savez-vous ce que c'est que le monopole de l'Université, le monopole de l'enseignement de l'Etat tel qu'il a été exercé jusqu'à nos jours ? Rien d'autre chose que le communisme intellectuel. Oui, c'est opérer dans le domaine de la conscience et de l'esprit précisément ce que le communisme veut faire dans le domaine matériel. Qu'est-ce en effet que le communisme ? C'est la doctrine par laquelle l'Etat se substitue aux propriétaires pour gouverner et diriger la propriété. Eh bien ! Le monopole de l'enseignement, c'est la doctrine par laquelle l'Etat se substitue au père de famille pour enseigner, pour élever ses enfants ». *Charles de Montalembert, catholique libéral, le 18 septembre 1848 à l'Assemblée Nationale.*

Laurence Parisot : « Je n'ai pas besoin d'aide, j'ai besoin d'air »

« Ce que nous souhaitons, ce sont des candidats, qu'ils soient de gauche ou de droite, qui comprennent la logique, le fonctionnement de l'économie de marché, qui soient capables de l'expliquer au public ». Et de souhaiter que « celui ou celle qui sera élu accepte de travailler avec les entreprises d'une manière normale ». Ainsi s'exprime la courageuse présidente du MEDEF.

Pour enrichir le débat électoral : la michucratie

« La michucratie, ce populisme français qui s'en remet à Madame MICHU pour toute question d'importance, a enfin son média. Il s'agit de l'émission télévisée « J'ai une question à vous poser », qui met aux prises les candidats à l'élection avec de « vrais gens » fabriqués de toutes pièces. » C'est l'éditorial hélas lucide de François LENGLET dans Les Enjeux Les Echos.

Cinq prix Nobel jugent la France

Il sembleraient prêts à contresigner le Guide : Becker, Samuelson, Prescott, Solow et Phelps. Ils ne sont pourtant pas tous libéraux, tant s'en faut. Becker met en cause le SMIC, le manque de travail et la faible qualification. Samuelson : « La France fait partie des pays européens au modèle le moins efficace ». Prescott : « Il faut attendre une réforme faite par un Poincaré, un Reagan ou Madame Thatcher ». Solow : « Je ne pense pas que le partage du travail soit une bonne idée ». Enfin Phelps, couronné l'an dernier : Il faut « réformer les institutions économiques comme le code du travail et le droit des sociétés (...) Les Français sont parmi les habitants des pays du G7 les moins motivés au travail (...) Je pense que la solution est à trouver dans les forces du marché ».

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALEPS

Le mardi 10 Avril 2007 de 18 à 20 heures

dans l'amphithéâtre du GIM (Groupe des Industries Métallurgiques)
34 Avenue du Général de Gaulle, Neuilly sur Seine (métro : porte Maillot)

Au cours de cette Assemblée Générale sera décerné le Prix du Livre Libéral 2006, et seront connues les réactions des candidats au Guide qui leur a été proposé.

Le Prix du Livre Libéral 2006 sera remis par le Professeur Pascal Salin, Président du jury à l'un des auteurs retenus, qui viendront présenter leurs œuvres :

Florin AFTALION *Alerte Rouge sur l'Amérique* (J.C. Lattès)

Nicolas BAVEREZ *Nouveau Monde, Vieille France* (Perrin)

Pierre BONCENNE *Pour Jean François Revel* (Plon)

Jacques de GUENIN *Logique du Libéralisme* (Charles Coquelin)

Mathieu LAINE *La Grande Nurserie* (J.C. Lattès)

Alain LAURENT *Le libéralisme : histoire d'un détournement* (Les Belles Lettres)

Yves MONTENAY : *Retraites, Famille et immigration* (L'Harmattan)

Le Guide du Candidat a été conçu et contresigné par de nombreuses associations dont Contribuables Associés, CLE, Euro 92, IFRAP, Institut Turgot, IREF, Liberté Chérie
Les questions posées aux candidats et leurs réponses éventuelles seront sur le site
www.guideducandidat.org

Le traditionnel « pot de l'amitié » clôturera cette réunion.

Merci d'annoncer votre présence par téléphone (0143805518) ou fax (0148889757) ou sur la messagerie du site libres.org

AU SOMMAIRE DU N°912 :

EDITORIAL : Aujourd'hui nos exigences, demain notre verdict p. 1

CONJONCTURE : Révolution copernicienne p. 2

SPÉCIAL ÉLECTIONS : Les exigences des libéraux pp. 3-6

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Les réformes que la France attend p. 7.

L'AGENDA LIBÉRAL : Assemblée générale de l'ALEPS p. 8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org